



EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2020
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.

Sommaire

- 4 Message des actionnaires
- 5 Message du Comité exécutif

7 | Gouvernement d'entreprise

- 7 Introduction
- 8 Structure du Groupe et actionnariat
- 11 Structure du capital
- 13 Conseil d'administration
- 22 Direction générale
- 29 Rémunérations, participations et prêts
- 32 Droits de participation des actionnaires
- 34 Prise de contrôle et mesures de défense
- 35 Organe de révision
- 36 Politique d'information

37 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 37 Chiffres-clés
- 38 Rapport du Conseil d'administration
- 43 Rapport de l'organe de révision
- 45 Bilan consolidé
- 47 Compte de résultat consolidé
- 48 État des capitaux propres consolidés
- 49 Tableau des flux de trésorerie consolidé
- 51 Annexe aux comptes consolidés
- 61 Informations relatives au bilan

86 | Adresses

Message des actionnaires

Mesdames,
Messieurs,

C'est avec émotion que mes filles se joignent à moi pour rédiger cette lettre qui accompagne traditionnellement le rapport des activités de notre Groupe bancaire et que nous signons pour la première fois ensemble depuis la disparition de mon époux, Benjamin.

Mari et père, doté d'un esprit brillant, d'une énergie solaire et d'une grande sensibilité, Benjamin était un entrepreneur visionnaire qui tenait à transformer et moderniser en permanence son héritage. Il disait toujours qu'il aurait voulu partir en ayant laissé un monde différent et plus généreux à ses enfants et futures générations. C'est dans cet esprit que depuis plus de 10 ans, ensemble, nous avons accompagné notre groupe dans l'adoption d'une stratégie durable qui défende une vision contributive et long terme de la finance et concilie performance financière et sociétale.

C'est dans ce même esprit que j'entends continuer à présider le groupe Edmond de Rothschild et à accompagner nos clients privés, familles internationales et entrepreneurs ainsi que nos clients institutionnels et distributeurs dans leur volonté de développer leur capital tout en ayant un impact positif sur l'avenir. La crise sanitaire que nous subissons n'a fait que renforcer nos convictions que l'investissement dans le progrès humain devient une priorité et que, pour cela, il nous faut collectivement apprendre à mieux vivre, mieux produire et mieux échanger.

Je tenais, dans ce contexte inédit, à saluer la mobilisation exceptionnelle de l'ensemble de nos équipes qui font depuis plus d'un an preuve d'un engagement sans faille et nous ont permis d'assurer une présence permanente aux côtés de nos clients, de maintenir la qualité et la continuité de nos services ainsi que notre capacité d'innovation.

Dans la banque privée, nous nous sommes adaptés à la soudaineté et à l'amplitude des mouvements observés sur les marchés et sommes restés au plus près de nos clients pour les informer et les conseiller dans leurs choix d'investissement. Nous nous sommes également appuyés sur le professionnalisme de nos équipes pour renforcer l'innovation produite en lançant avec succès de nouveaux mandats et certificats thématiques et en développant les club-deals qui répondent bien aux besoins de notre clientèle privée.

Du côté de la gestion d'actifs, nous avons accéléré notre stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions. Notre plateforme d'actifs réels (private equity, immobilier, dette d'infrastructure), véritable marqueur de notre engagement dans le financement de l'économie réelle, atteint désormais les 18 milliards de francs suisses. Elle permet de répondre aux besoins de rendement à long terme de nos clients tout en mesurant l'impact positif de leurs investissements. Nous avons également accéléré dans le domaine de l'investissement durable avec désormais onze fonds labellisés, contre trois l'an dernier, et nous gérons désormais près de 27,5 milliards de francs suisses selon les principes d'investissement responsable. Enfin, nous avons renforcé notre offre en gestion thématique actions sur des thèmes que nous avons identifiés comme faisant partie des grandes tendances d'investissement pour l'avenir : la technologie, le changement climatique et l'accumulation de capital humain.

Le lancement des campagnes de vaccination depuis ce début d'année est porteur d'espoir et devrait permettre un retour progressif à une vie normale et à une liberté d'entreprendre. Cela nous fait anticiper un rebond de la croissance mondiale en Chine, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe.

Nous abordons l'année 2021 avec confiance et la certitude que c'est désormais dans un nouveau monde qu'évoluera la finance de demain. Au cours de son histoire, notre Banque a connu des périodes de développement, d'apaisement, mais également de crises économiques, sociales et politiques. De chacun de ces moments difficiles, nous sommes sortis transformés, plus convaincus que jamais de l'importance d'avoir de l'impact sur le monde de demain. La résilience, propre à l'ADN de notre Groupe, est une valeur essentielle pour traverser ces épreuves et en tirer les enseignements nécessaires.

Je tenais une fois encore à remercier nos clients et nos salariés pour le témoignage de leur soutien et leur engagement fidèle à nos côtés.



Ariane de Rothschild
Présidente du Conseil d'administration
du groupe Edmond de Rothschild

Message du Comité exécutif

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Après la disparition de Benjamin de Rothschild survenue le 15 janvier dernier, nous souhaitons ici lui rendre hommage. En prenant, en 1997, la tête du Groupe créé par son père, Benjamin de Rothschild a œuvré à rassembler l'ensemble de ses différentes entités et activités sous un seul et même nom, créant le Groupe solide que nous connaissons actuellement. Porté par la conviction que la finance n'était pas un outil de spéculation, il a donné au Groupe son caractère pionnier et sa vision de long terme qui le différencient aujourd'hui. Ariane de Rothschild, son épouse et présidente du conseil d'administration depuis 2019, présidera désormais l'ensemble des conseils de Edmond de Rothschild, assurant la continuité de cette vision.

Dans le contexte de crise sanitaire que nous traversons, nous restons mobilisés pour maintenir les qualités fondamentales qui caractérisent le Groupe : agilité et réactivité, maîtrise des risques, solidité financière et dynamisme commercial. Très vite, nous nous sommes adaptés aux conditions exceptionnelles de marché et avons maintenu une présence permanente auprès de nos clients. En parallèle, nous avons modifié notre organisation rapidement et efficacement afin de pouvoir assurer la sécurité de chacun en priorité, et de garantir un niveau de service à la hauteur des attentes de notre clientèle.

Malgré sa singularité, l'année 2020 n'aura pas interrompu la volonté d'entreprendre de notre Groupe ni sa tradition d'innovation.

En banque privée, l'année a été marquée par une nouvelle organisation du CIO Office avec l'arrivée de Lars Kalbreier en tant que Global CIO banque privée. Il a pour mission de définir la stratégie d'investissement et l'allocation globale stratégique d'actifs de la banque privée.

En parallèle, forts de nos convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, nous avons accéléré le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer notre proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de notre clientèle (mandat de gestion ISR, thématique, structuré).

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue également de développer de façon raisonnée son offre de crédit, qui a dépassé les 6 milliards d'engagements.

La gestion d'actif a également renforcé sa stratégie d'investissement responsable. Pour toutes nos expertises, en actifs liquides ou réels, nous cherchons à avoir un impact en proposant à nos clients des solutions d'investissement innovantes qui accompagnent les entreprises dans leur croissance durable.

Plus de 10 ans après le lancement d'un premier produit lié aux énergies renouvelables (2007), Edmond de Rothschild Asset Management monte en puissance sur cette expertise. La gamme est actuellement composée de onze fonds labellisés ISR, contre trois en 2019, couvrant les actions et obligations européennes, les

obligations convertibles internationales, les actifs mixtes ainsi que des thématiques à l'image de la santé. La qualité de notre gestion ISR a été reconnue pour la 5^e année consécutive dans le cadre de l'évaluation des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies. Edmond de Rothschild se positionne au-dessus de ses pairs européens dans six catégories sur sept et enregistre le score le plus élevé A+ dans trois d'entre elles (dont Stratégie & Gouvernance), reflet d'une démarche de progrès entamée de longue date.

L'année a été marquée par une forte innovation produit avec le développement de notre offre en gestion thématique actions que ce soit sur le thème de la technologie, du changement climatique ou encore du capital humain. Point commun entre ces 3 fonds : ils ont tous été labellisés ISR.

Même dynamisme du côté des actifs réels où nos expertises ont fait preuve de résilience en 2020 que ce soit dans le domaine de l'immobilier, du private equity ou de la dette d'infrastructure.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle.

Notre approche en private equity a également montré toute sa pertinence dans ce contexte de crise sanitaire inédit. L'intégration systématique des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, au même titre que les risques financiers, a permis de développer des thématiques solides.

Du côté de la dette d'infrastructure, BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) a lancé un 5^e millésime bénéficiant de la longue expérience de l'équipe de gestion régulièrement récompensée et dépasse aujourd'hui trois milliards d'euros d'encours levés.

En lien avec sa longue histoire familiale, Edmond de Rothschild a cultivé un esprit entrepreneurial unique qui pousse nos équipes à constamment innover et anticiper les tendances de long terme. L'espoir de vaccination laisse entrevoir aujourd'hui un retour progressif à la liberté de circuler et d'entreprendre qui nous rend confiants dans l'avenir. Nous sortons de cette crise renforcés dans notre conviction que l'investissement doit concilier performance financière et sociétale. C'est cette vision contributive de la performance que nos équipes défendent quand elles accompagnent nos clients dans leur volonté de faire croître leur capital tout en ayant un impact positif sur l'avenir.

Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur engagement et leur vision inspirante, nos équipes pour leur grande implication et nos clients pour leur confiance et leur fidélité.

Le Comité exécutif

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2016, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'administration

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Benoît Dumont

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock

Tobias Guldemann

Maurice Monbaron¹⁾

Véronique Morali²⁾

François Pauly

Philippe Perles

Comité d'audit et des risques

Président

François Pauly

Vice-Président

Benoît Dumont

Membres

Jean Laurent-Bellue

Tobias Guldemann

Comité de rémunération et de nomination³⁾

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Jean Laurent-Bellue

Membres

Philippe Perles

Katie Blacklock

De plus amples informations concernant le Conseil d'administration peuvent être consultées aux pages 13 et suivantes.

1) Jusqu'au 12 juin 2020, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

2) Dès le 12 juin 2020, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Véronique Morali a succédé à Maurice Monbaron en qualité de membre du Conseil d'administration.

3) À teneur de l'article 3.2.1.1. du Règlement d'organisation interne et dès le 12 juin 2020, le Comité de nomination et le Comité de rémunération sont devenus un Comité de rémunération et de nomination.

Comité exécutif

Président

Vincent Taupin
CEO

Cynthia Tobiano
Deputy CEO,
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits.
Responsable Communication et Marketing ad intérim¹⁾

Membres

Benoît Barbereau²⁾
COO, Responsable IT et Opérations

Christophe Caspar
Responsable de l'Asset Management

Pierre-Etienne Durand
Responsable de la Stratégie

Diego Gaspari
Responsable des Ressources Humaines et des Services Généraux

Michel Longhini
Responsable de la Banque Privée

Jean-Christophe Pernollet
Responsable Risques, Legal et Compliance

Sabine Rabald³⁾
COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 22 et suivantes.

1) Cynthia Tobiano a repris les fonctions de Robert Jenkins *ad intérim* à compter du 1^{er} janvier 2020.

2) Dès le 1^{er} août 2020, en remplacement de Sabine Rabald.

3) Jusqu'au 31 juillet 2020.

1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. était une société cotée à la bourse suisse jusqu'au 26 août 2019 (dernier jour de négoce). Par décision du 16 août 2019, SIX Exchange Regulation AG a admis la requête de décotation déposée par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. dont les actions au porteur ont été radiées de la cotation le mardi 27 août 2019. Ces faits ont été annoncés par communiqué de presse le 19 août 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/communiqués-de-presse).

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 65 à 69 du présent rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2020			2019		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote						
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A.	58'693,5	100,0	100,0	58'302,5	99,3	99,7
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.	-	-	-	206,0	0,4	0,2

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,88% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 65,88% (89,84% des voix).

1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

	2020		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	586'935	58'694
Total du capital social	58'694		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2020	2019
2.3 Capital social		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	18'000
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 500.- nominal	0	17'494
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	0	23'200
Total du capital social	58'694	58'694

2.4. Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2019, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 était divisé en (i) 180'000 actions de catégorie A de CHF 100, nominatives, à droit de vote privilégié, liées selon les Statuts, (ii) 34'987 actions ordinaires de catégorie B de CHF 500, nominatives, liées selon Statuts* et (iii) 46'400 actions de CHF 500, au porteur, toutes entièrement libérées. Le 12 juin 2020, l'Assemblée générale des actionnaires d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a décidé de modifier la composition du capital-actions par (i) la conversion de toutes les actions au porteur en 232'000 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts, (ii) la division de toutes les actions nominatives de catégorie B en 174'935 actions de CHF 100, nominatives, liées

selon les Statuts, (iii) la suppression du droit de vote privilégié des actions nominatives de catégorie A et (iv) la suppression de la dénomination des actions nominatives en actions de catégorie A et de catégorie B (toutes les actions nominatives ayant désormais la même valeur nominale de CHF 100 chacune et ne formant plus qu'une seule catégorie). Au 31 décembre 2020, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est ainsi divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts*, entièrement libérées. À l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-generales.

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nommées »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts*, le Conseil d'administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts*). Le Conseil d'administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al. 6 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nommées »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nommées ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

3. Conseil d'administration

3.1. Membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration comprend huit membres au 31 décembre 2020, qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baronne Benjamin de Rothschild

Présidente, Française, 1965

Formation

1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil d'administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- Edmond de Rothschild Holding SA¹⁾
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Edmond de Rothschild S.A.¹⁾
- Edmond de Rothschild (France)¹⁾
- Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA²⁾
- Administration et Gestion SA
- Fondation Ophtalmologique Adolphe de Rothschild³⁾
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA⁴⁾

Vice-Présidente du Conseil d'administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)

Membre du Conseil d'administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- Présidente du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Fonds de dotation du Louvre

Secrétaire générale du Collège des fondateurs de l'OPEJ

Benoit Dumont

Vice-Président, Belge, 1952

Formation

1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

Parcours professionnel

1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
1995-1999	J.P. Morgan, New York
1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

Mandats d'administrateur

depuis 2005	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'administration
depuis 2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Président du Conseil d'administration et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
depuis 2013	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration (Vice-Président depuis 2020 ¹⁾)
depuis 2014	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'administration Président du Comité d'audit, des risques et de conformité
depuis 2016	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Vice-Président du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques

1) À compter du 3 février 2021.

2) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA au Registre du commerce de Genève, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

3) À compter du 27 janvier 2021.

4) À compter du 10 février 2021.

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
2011-2017	Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

depuis 1999	KPMG Associés, Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2005	KPMG S.A., Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'administration, Membre du Comité d'audit et des risques et du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président dès 2019)
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'administration et Président du Comité des risques (2015-2019)
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance et Président du Comité d'audit et du Comité des risques (depuis 2015)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. Membre du Conseil d'administration
depuis 2014	Fondation Actions-Addictions Membre du Conseil d'administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration et Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination (2015-2020)
depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Vice-Président du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques

Katie Blacklock

Membre, Britannique, 1973

Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

Mandats d'administrateur

2015-2019	The Power to Change Directeur du Conseil d'un trust de \$150M
2012-2014	Resolution Foundation Membre du Conseil
2012-2018	Wellbeing of Women Comité d'Investissement
2015-2018	Social Finance Directeur du Conseil
2016-2020	Edmond de Rothschild Holding SA ¹⁾ Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2019	Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' Climate Active Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration et du Comité de rémunération et de nomination

1) Jusqu'au 12 juin 2020, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild Holding SA.

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'administration de CSI / CSSEL
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de surveillance
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'administration
2016-2020	Edmond de Rothschild Holding SA ¹⁾ Membre du Conseil d'administration
depuis 2017	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2017	Commerzbank AG, Francfort Membre du Comité de surveillance
depuis 2018	Président du Comité d'audit

1) Jusqu'au 12 juin 2020, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild Holding SA.

Véronique Morali²⁾

Membre, Française, 1958

Formation

Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)
Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection générale des Finances (1990)

Parcours professionnel

1990-2007	Fimalac, Directeur général
-----------	----------------------------

Fonctions actuelles

depuis 2008	Fimalac Développement (Luxembourg), Présidente
depuis 2013	Webedia (pôle digital de Fimalac), Présidente du Directoire
depuis 2018	Fimalac, Vice-Présidente du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2009	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance, du Comité d'audit, du Comité des risques et du Comité des rémunérations
depuis 2010	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'administration
2014 - 2020	Edmond de Rothschild Holding SA ²⁾ Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Fondation Nationale des Sciences Politiques Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Quill France (anciennement dénommée ViaEuropa SA) - filiale de Webedia Administrateur et Présidente du Conseil d'administration
depuis 2018	Pour de Bon SAS - filiale de Webedia Membre du Comité stratégique
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ³⁾ Membre du Conseil d'administration
depuis 2020	Clover MDB SAS Présidente Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général :
depuis 2016	Association Le Siècle Membre
depuis 2018	Association Force Femmes Présidente

2) Jusqu'au 12 juin 2020, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild Holding SA.

3) Depuis le 12 juin 2020, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Véronique Morali a succédé à Maurice Monbaron en qualité de membre du Conseil d'administration.

Maurice Monbaron¹⁾

Membre, Suisse, 1946

François A. Pauly

Membre, Luxembourgeois, 1964

Formation

1984-1987 ESCP Europe, Paris, Oxford, Berlin

Parcours professionnel

1987-2004 Dexia Banking Group
Senior Management position in Retail, Corporate Banking
Deputy CEO Dexia Crediop Italia (2002-2003)

2004-2007 Bank Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Luxembourg) SA, CEO
Sal Oppenheim International SA
Member of the Management Board

2007-2010 Sal. Oppenheim Jr. & Cie SCA, General Manager
Board Member of Swiss, Austrian, German banking affiliates

2011 BIP Investment Partners SA, CEO

2011-2014 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL), CEO

2014-2016 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL)
Chairman of the Board of Directors

Mandats d'administrateur

depuis 1995 Compagnie Financière La Luxembourgeoise - Chairman

depuis 1995 Lalux Group SA & affiliates

depuis 2004 Cobepa / Cobehold Bruxelles

depuis 2015 IWG Plc Zug

depuis 2015 Castik Capital Partners

2016-2020 Quilvest Wealth Management, Luxembourg

2016-2020 Edmond de Rothschild Holding SA²⁾
Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques

depuis 2016 Edmond de Rothschild (Europe)
Vice-Président du Conseil d'administration et
Président du Comité d'audit et des risques

depuis 2018 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'administration et
Président du Comité d'audit et des risques (depuis 2019)

depuis 2019 Fondation de Luxembourg
Membre du Conseil d'administration

Philippe Perles

Membre, Suisse et Français, 1961

Formation

1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles,
Université de Genève

1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et
d'investissements à Genève pour la politique
d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux

1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du
développement commercial

2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du
développement commercial et produits

2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial
et produits

2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial
et produits

2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe,
Fondateur et Directeur général

Fonction actuelle

depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg
Fondateur et Directeur associé, responsable du
développement commercial et produits

Mandats d'administrateur

depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF)
Membre du Conseil d'administration

depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'administration

depuis 2018 Membre du Comité de rémunération et de nomination

depuis 2016 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'administration

2017-2020 Edmond de Rothschild Holding SA²⁾
Membre du Conseil d'administration

depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'administration

depuis 2019 Inoks Capital SA
Membre du Conseil d'administration

depuis 2020 Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF)
Président du Conseil d'administration

1) Jusqu'au 12 juin 2020. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels. (cf page 20 du rapport annuel 2019).

2) Jusqu'au 12 juin 2020, date de la dernière Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild Holding SA.

Aucun membre du Conseil d'administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.¹⁾

3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 59 ans au 31 décembre 2020.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2021
M. Benoit Dumont [#]	2019	2021
Mme Katie Blacklock [#]	2019	2021
M. Jean Laurent-Bellue [#]	2011	2021
M. Tobias Guldemann [#]	2016	2021
M. Maurice Monbaron [#]	2013	2020 ²⁾
Mme Véronique Morali [#]	2020 ³⁾	2021
M. François Pauly [#]	2018	2021
M. Philippe Perles [#]	2015	2021

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2020.

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

1) Lors de la révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. en 2020, cette règle, découlant de l'ORAb, a été abrogée.

2) Jusqu'au 12 juin 2020.

3) À compter du 12 juin 2020.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit et des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, qui se compose de huit membres au 31 décembre 2020, est présidé par la Baronne Benjamin de Rothschild. Messieurs Benoît Dumont et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'administration apparaît en page 13. Le Conseil d'administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3.).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'administration dispose d'un Comité d'audit et des risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

Le Comité d'audit et des risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'administration a délégué au Comité d'audit et des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'administration a désigné quatre de ses membres, soit François Pauly (Président), Benoît Dumont (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue et Tobias Guldemann, pour faire partie du Comité d'audit et des risques. Par ailleurs, Madame Josepha Wohnrau exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

Le Comité de rémunération et de nomination¹⁾

En vertu des Statuts* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 5 et 6 des Statuts*).

En 2020, le Conseil d'administration a désigné quatre membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Vice-Président), Monsieur Philippe Perles et Madame Katie Blacklock, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2020, le Conseil d'administration s'est réuni douze fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention de la Présidente du Conseil d'administration ;
3. Rapport d'activité du CEO ;
4. Rapport d'activité du Deputy CEO & CFO ;
5. Rapport d'activité du Responsable de la Banque Privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'audit et des risques ;
10. Rapport du Comité de rémunération ;
11. Intervention des administrateurs indépendants ;
12. Divers.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-générales.

1) À teneur de l'article 3.2.1.1. du Règlement d'organisation interne et dès le 12 juin 2020, le Comité de nomination et le Comité de rémunération sont devenus un Comité de rémunération et de nomination.

3.6. Compétences

Le Conseil d'administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit :

- a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ;
- b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ;
- c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'administration ;
- d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ;
- e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ;
- f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ;
- g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ;
- h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ;
- i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ;
- j) informer la FINMA en cas de surendettement.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit et des risques, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit et des risques, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la

FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe EdR est déléguée à EdR (Suisse), conformément à la décision du Conseil d'administration d'EdR (Holding) S.A. depuis le 26 avril 2019. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques », sont déléguées au Conseil d'administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relation-investisseurs/informations-generales.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de Deputy CEO, CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 56 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'administration, le président et le vice-président du Comité exécutif tiennent régulièrement informé le président du Conseil d'administration des principales décisions.

Le Conseil d'administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'administration sur préavis du Comité d'audit et des risques. Il reporte directement au Comité d'audit et des risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement

interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2020, l'Audit interne Groupe comprenait 25 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit et des risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit et des risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'administration. Le président du Conseil d'administration ou du Comité d'audit et des risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit et des risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'audit et des risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 56 à 59 du présent rapport.

4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de huit membres au 31 décembre 2020, nommés par le Conseil d'administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2020, il s'est réuni 56 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucllements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité de Direction Banque Privée Groupe, un Comité de Direction Suisse, un Comité de Direction Asset Management Groupe, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité d'Ouvertures de Comptes, un Comité de Projet Groupe, un Comité de Réputation Groupe, et un Comité d'Éthique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

4.1. Membres de la Direction générale

Vincent Taupin

Président, Français, 1959
CEO

Formation

École Spéciale des Travaux Publics (ESTP)
École Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST)

Parcours professionnel

1985-1987	Peat Marwick Mitchell & Cie - KPMG, Paris, Consultant	2000-2010	Boursorama, Paris, Président Directeur Général
1987-1988	Tuffier Ravier Py, Paris, Equity Options Manager	2010-2012	Crédit du Nord (Groupe Société Générale), Paris, Directeur Général
1988-1990	Liaud Courtage, Paris, Responsable Département Développement	2012-2014	Alma Consulting Group, Paris, Président
1990-1994	GTI Finance (filiale CIC), Paris, Directeur Général	2014-2019	Président du Directoire d'Edmond de Rothschild (France)
1994-1998	Société Générale, FIMAT SNC, Paris, Directeur Général	2014-2019	Directeur général d'Edmond de Rothschild S.A.
1998-2000	Société Générale, FIMAT, Londres, Responsable zone Europe		

Fonctions actuelles

CEO
Président du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

<i>depuis 2013</i>	Chambre de Commerce et d'Industrie France-Israël - Membre du Conseil d'administration	<i>depuis 2019</i>	Edmond de Rothschild (UK) Ltd Président du Conseil d'administration
<i>depuis 2013</i>	EDRRIT Limited – Membre du Conseil d'administration	<i>depuis 2020</i>	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
<i>2018-2020</i>	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA ¹⁾ Vice-Président du Conseil d'administration	<i>depuis 2020</i>	Edmond de Rothschild Asset Management (France) - Censeur du Conseil de surveillance
<i>depuis 2019</i>	Edmond de Rothschild (Monaco) - Président du Conseil d'administration et membre du Comité d'audit et des risques	<i>depuis 2020</i>	Rugby Europe Membre du Conseil d'administration
<i>depuis 2019</i>	Edmond de Rothschild (Europe) - Président du Conseil d'administration et du Comité de nomination et de rémunération		

1) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

Cynthia Tobiano

Membre, Française, 1976
Deputy CEO

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres / Paris, Vice-Président équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de direction et du Comité exécutif

Fonctions actuelles

Deputy CEO d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Comité exécutif
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Responsable de la Stratégie
Responsable Marketing et Communication *ad intérim*
Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding SA

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques (Présidente depuis 2017)
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Vice-Présidente du Conseil d'administration (depuis 2019) et membre du Comité d'audit et des risques
2014-2020	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA ¹⁾ Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance

1) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

Benoit Barbereau²⁾

Membre, Français, 1972
Chief Operating Officer, Responsable IT et Opérations

Formation

1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (ENSEIHT)
1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC), Cergy
2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique) (Coursera / Stanford University)

Parcours professionnel

1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
2002-2004	BNP Paribas, Chef de projet
2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
2011-2019	Union Bancaire Privée, Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque Privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
2014-2019	Union Bancaire Privée, Membre du Conseil d'Administration de UBP Investment Advisors

Fonctions actuelles

Chief Operating Officer, Responsable IT et Opérations
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du groupe Edmond de Rothschild
-------------	---

2) À compter du 1^{er} août 2020, en remplacement de Sabine Rabald.

Christophe Caspar

Membre, Français, 1971
Responsable de l'Asset Management

Formation

1990-1995 Reims Management School
1996-1999 Royal Holloway, Université de Londres
2002 CFA Charterholder

Parcours professionnel

1999-2005 Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
2006-2008 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
2008-2009 Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
2009-2016 Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
2016-2018 Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
2018-2019 Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
depuis 2019 Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA

Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset Management
Global CEO Asset Management
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Président du Directoire
2019 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Président du Conseil de surveillance
depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)
Président du Conseil d'administration
depuis 2019 Edmond de Rothschild Asset Management (UK)
Président du Conseil d'administration
2019-2020 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA¹⁾
Président du Conseil d'administration
depuis 2019 Edmond de Rothschild SICAV, France
Membre du Conseil d'administration
depuis 2019 ERAAM, France
Membre du Conseil d'administration
2019-2020 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA²⁾
Membre du Conseil d'administration
depuis 2020 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd
Membre du Conseil d'administration

1) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976
Responsable de la Stratégie

Formation

1994 Baccalauréat C (mention bien)
1994-1995 Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
1995-1998 ESSEC
1997 Kellogg (Northwestern University), échange universitaire en MBA - Chicago
2005 INSEAD, MBA - Fontainebleau

Parcours professionnel

1998-2000 Renault - Londres
Contrôleur de gestion
2000-2004 Olivier Wyman - Paris
Consultant
2006-2008 Bain & Company - Paris
Consultant
2008-2012 Bain & Company - Paris
Manager
2013 Bain & Company - Paris
Partner

Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie
Membre du Comité exécutif

2) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

Diego Gaspari

Membre, Argentin et Italien, 1969
Responsable des Ressources Humaines

Formation

1989-1993	Université de Belgrano, Argentine Diplôme en Psychologie
1997-1998	ESEADE, Argentine Master en Administration des affaires
2010	INSEAD, France Diplôme en Business Strategy pour Leader des Ressources Humaines

Parcours professionnel

1993-1995	Bemberg Group, Argentine Programme des Jeunes diplômés
1995-1996	Philip Morris Group - Monhelado, Argentine Chef des relations industrielles
1996-1999	Philip Morris Group - Kraft Argentine, Argentine Chef des relations industrielles
1999-2000	Philip Morris Group - Massalin Particulares, Argentine Manager des relations industrielles
2000-2001	Key Stone Foods - Mc Kein, Argentine Responsable des Ressources Humaines Amérique latine
2001-2005	PSA - Peugeot Citroën, Argentine Responsable des Ressources Humaines
2005-2007	PSA, France Responsable des relations sociales internationales
2007-2010	PSA, France Responsable de la Gestion des talents
2010-2014	Crédit Agricole Group - Crédit Agricole SA, Suisse Responsable des Ressources Humaines Internationales
2014-2018	Crédit Agricole Group - CA Indosuez Wealth Management, Suisse - Responsable des Ressources Humaines

Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2019	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Membre du Conseil de fondation
-------------	--

Michel Longhini

Membre, Français, 1966
Responsable de la Banque Privée

Formation

1988	MBA de l'Ecole de Management de Lyon
------	--------------------------------------

Parcours professionnel

1988-1991	BNP Paribas, Paris, Banque Privée, Product Marketing Support
1991-1994	BNP Paribas, Milan, Banque Privée, in charge of launch and development
1995-1999	BNP Paribas, Paris, Head of Product and Development Private Banking Europe
1999-2003	BNP Paribas Private Bank, Paris, Global Head Investment Services
2003-2005	BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, South East Asia Private Bank
2005-2008	BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, Private Bank Asia
2008-2010	BNP Paribas, Paris/Luxembourg, CEO Wealth Management International
2010-2019	Union Bancaire Privée, CEO Banque Privée

Fonctions actuelles

Responsable de la Banque Privée
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2020	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
-------------	---

Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966
Responsable Risques, Legal et Compliance

Formation

1986 Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987 Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990 Master in Management - EDHEC Business School, France
1998 U.S. CPA
2002 Senior Executive Program, Columbia Business School, New York

Parcours professionnel

1990-1993 Deloitte & Touche, Paris
1993-1997 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999 PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010 PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012 EFG International AG, Directeur financier
Membre du Conseil d'administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013 Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015 Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Swissquote Bank
Membre du Conseil d'administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES)
Président du Conseil d'administration
2015-2020 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA¹⁾
Membre du Conseil d'administration et
Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2015 Swissquote Group Holding
Membre du Conseil d'administration et
Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015 Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild
Président du Conseil de fondation
depuis 2015 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Comité d'audit (Vice-Président depuis 2020)
depuis 2015 Rotomobiel SA - Membre du Conseil d'administration
2017-2019 Edmond de Rothschild Informatique SA (en liquidation)
Administrateur liquidateur
2018-2020 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA²⁾
Membre du Conseil d'administration
depuis 2020 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd
Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques

1) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

Sabine Rabald³⁾

Membre, Suisse, 1969
COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux

Formation

1986-1989 Société de Banque Suisse Genève
Apprentissage de commerce - CFC de Commerce

Parcours professionnel

1990-1995 Société de Banque Suisse, Genève
Gestion des liquidités (1 an)
Back-Office dérivés devises (2 ans) + Middle-Office
Société de Banque Suisse, Zurich
Back-Office dérivés bourse (2 ans)
1995-2014 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA
1995-1997 Collaboratrice Back-Office
1998-2007 Responsable Back-Office et Contrôle
2007-2013 Directeur Contrôle & Compliance
2014 Présidente du Comité exécutif
Directeur du Département Administration / Contrôle & Compliance

Mandats d'administrateur

2014-2020 Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA²⁾
Membre du Conseil d'administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Comité d'audit
depuis 2015 Edmond de Rothschild (Europe)
Membre du Conseil d'administration
depuis 2016 Membre du Comité d'audit et des risques
2015-2020 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'administration
2017-2020 Vice-Présidente du Comité d'audit et des risques
2016-2020 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA¹⁾
Membre du Conseil d'administration et du
Comité d'audit et des risques
2018-2020 Vice-Présidente du Comité d'audit et des risques
depuis 2019 Nucoro Holdings Limited
Membre du Conseil d'administration

2) Jusqu'au 19 juin 2020, date de la radiation de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA au Registre du commerce de Genève. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA se sont réunies en une seule entité juridique par le biais d'une fusion par absorption de la Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. au sens des articles 3 et suivants de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2020.

3) Jusqu'au 31 juillet 2020.

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

5. Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

Au cours de l'exercice 2020, les Statuts* ont été révisés. Les attributions découlant du droit boursier, notamment de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) ont été abrogées, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'étant plus une société anonyme cotée en bourse depuis le 27 août 2019.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération a été réattribuée au Conseil d'administration lors de la dernière révision des Statuts*. En conséquence, l'article 22bis des Statuts a été abrogé.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif a été réattribuée au Conseil d'administration lors de la dernière révision des Statuts*. En conséquence, l'article 24quinquies a été abrogé.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'étant plus une société anonyme cotée en bourse depuis le 27 août 2019, elle n'a plus l'obligation d'établir un rapport de rémunération au sens de la réglementation boursière. En conséquence, l'article 22 al. 1 let. k a été abrogé.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée générale du 12 juin 2020, quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Vice-Président), ainsi que Madame Katie Blacklock et Monsieur Philippe Perles. Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-générales

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2020, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 25% (rémunération différée octroyée, différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- pour les employés de l'activité Asset Management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités européennes pour répondre aux exigences réglementaires.

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along »,

« malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le millésime 2020 de l'ESP a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées. Cela reste applicable pour le millésime 2021.

Pour le millésime 2021, au titre des rémunérations 2020, 225 collaborateurs (inclus ceux présents dans les succursales et filiales) participent à l'ESP.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2020 - du programme de cash différé indexé.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'administration est arrêtée par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-generales.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent aussi être éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la

clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;

- quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'administration (voir également chiffre 2.6.). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts* et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut se faire représenter par toute personne, actionnaire ou non, munie d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée, quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*
3. *Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.*
2. *Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Christophe Kratzer est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2019. Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

8.2. Honoraires de révision

L'annexe 30 «Autres charges d'exploitation» du rapport annuel du groupe EdR Suisse détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2020, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

8.3. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit et des risques. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2020 ont été présentés au Comité d'audit et des risques lors de sa séance du 27 août 2020. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit et des risques ainsi qu'au Conseil d'administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit et des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit et des risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Contacts

Deputy CEO and CFO

Madame Cynthia Tobiano
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
c.tobiano@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert
Group Head of external affairs
Edmond de Rothschild
T. + 41 58 818 87 87
f.gaubert@edr.com

internet

www.edmond-de-rothschild.ch
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2020	2019	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	44'371	23'163	21'208	91,6
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	722'502	589'668	132'834	22,5
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	103'208	138'139	(34'931)	(25,3)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(737'827)	(653'181)	(84'646)	13,0
Résultat brut d'exploitation	156'545	131'032	25'513	19,5
Résultat opérationnel	66'391	35'436	30'955	87,4
Bénéfice du Groupe	56'557	43'921	12'636	28,8
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres ¹⁾	3,7	3,3	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,3	0,3	-	-
Actions (en CHF)				
Résultat par action nominative, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	-	310	(310)	(100,0)
Résultat par action au porteur, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	-	310	(310)	(100,0)
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	85	62	23	37,6
	2020	2019	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	1'283'580	1'274'322	9'258	0,7
Créances sur la clientèle	4'490'190	3'991'770	498'420	12,5
Engagements envers les banques	956'803	986'185	(29'382)	(3,0)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	14'790'517	13'641'622	1'148'895	8,4
Fonds propres	1'553'121	1'603'098	(49'977)	(3,1)
Total du bilan	18'376'978	17'383'563	993'415	5,7
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	23,2%	22,7%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	23,5%	23,0%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	147,7%	153,9%	-	-
Ratio de levier en %	6,8%	7,4%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	167'850	173'364	(5'514)	(3,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>12'418</i>	<i>12'980</i>	<i>(562)</i>	<i>(4,3)</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>367</i>	<i>(2'405)</i>	<i>2'772</i>	<i>-</i>
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	2'522	2'620	(98)	(3,7)
- en Suisse	763	825	(62)	(7,5)
- à l'étranger	1'759	1'795	(36)	(2,0)
Effectif à la fin de la période	2'491	2'593	(102)	(3,9)
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'441	2'537	(96)	(3,8)

Rapport du Conseil d'administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 avril 2021

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Les effets positifs des progrès réalisés dans le règlement de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine à fin 2019 ont été rapidement effacés par la diffusion progressive de la pandémie de coronavirus en Asie dans un premier temps puis au niveau mondial, paralysant ainsi l'outil de production chinois puis la demande mondiale consécutivement aux mesures de distanciations sociales inédites mises en place pour plus de la moitié de la population mondiale.

De surcroît, alors que la demande mondiale était considérablement réduite, un choc au niveau de l'offre pétrolière est intervenu suite à une mésentente entre les membres du cartel de l'OPEP et la Russie entraînant une division par 3 du cours du Brent et une chute en territoire négatif des contrats à terme sur le WTI.

Cela n'a pas forcément conduit les investisseurs à retrouver le chemin de la bourse, où les volumes se sont détériorés, et les clients sont restés assez défensifs dans un contexte de taux négatifs.

Afin d'endiguer la dislocation des marchés et de limiter autant que faire se peut l'ampleur de la récession à venir, les banquiers centraux et les états ont mis en place des mesures exceptionnelles. En effet, à partir du 23 mars, et après un repli de 30% à 35% de la plupart des indices actions, des injections de liquidités des 22 principales banques centrales au niveau mondial ont permis une inflexion de la dynamique baissière des marchés.

Cet afflux de liquidité sur les marchés, couplé à un relâchement des mesures de distanciation, a permis aux indicateurs économiques d'afficher une progression durant la période estivale, avant que la résurgence de la pandémie n'intervienne au début du mois de septembre.

L'élection présidentielle américaine a été le principal animateur des places boursières à l'automne 2020, dans des marchés en perte de vitesse face à de nouvelles annonces de confinement.

Ainsi, l'année s'est clôturée sur un rebond cyclique tout aussi intense que la baisse qui l'avait précédé dans un flux de nouvelles positives (vaccin Moderna, entente commerciale sur le Brexit, plan de relance européen, nouveau plan de soutien américain...).

La crise sanitaire nous a incités à faire preuve d'agilité et de résilience. Nous nous sommes adaptés à la soudaineté et à l'amplitude des mouvements observés sur les marchés tout en

restant au plus près de nos clients. Nos équipes ont fait preuve d'un grand professionnalisme et de flexibilité dans l'organisation de leur quotidien pour assurer la continuité de nos activités et la conduite de nos projets, pour garantir un niveau de service à la hauteur des attentes de nos clients.

Ancré dans l'économie réelle, engagé de longue date dans l'investissement à impact, le Groupe voit sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux mise en lumière par la crise Covid-19. Cette stratégie délivre de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2020, Edmond de Rothschild a ainsi poursuivi sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Nous continuons de nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation, nos outils et notre contenu, afin de servir au mieux nos clients. Nous continuons à renforcer notre positionnement sur des thématiques pour offrir à nos clients des solutions d'investissement qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

Dans ce contexte, le pôle Asset Management a procédé à plusieurs avancées importantes au cours de l'année 2020.

De manière générale, l'investissement responsable a été au cœur de la stratégie en 2020. Plus de 10 ans après avoir embrassé l'ISR avec le lancement d'une stratégie liée aux énergies renouvelables (2007), Edmond de Rothschild Asset Management monte en puissance sur l'investissement responsable.

L'accent a été mis en 2020 sur la labellisation : la gamme est actuellement composée de onze fonds labellisés ISR, contre trois fin 2019.

Cette gamme transverse couvre les actions et obligations européennes, les obligations convertibles internationales, les actifs mixtes, ainsi que des thématiques à l'image de la santé, de la Tech ou du capital humain.

De même, dans la continuité de la création d'un fonds sur la thématique de la santé en 1985, Edmond de Rothschild Asset Management poursuit le développement de son offre en gestion thématique actions, avec le lancement courant 2020 de plusieurs produits innovants, que ce soit sur le thème de la Tech, du changement climatique ou encore du capital humain. Point commun entre ces 3 fonds : ils ont tous été labellisés ISR.

En investissement responsable, nous avons ainsi défini en fin d'année une feuille de route ambitieuse pour notre stratégie d'investissement responsable pour la période 2021-2024. Edmond de Rothschild Asset Management a par ailleurs mis à jour sa feuille de route 2°C afin de prendre en considération l'urgence climatique et les réponses apportées par les différents acteurs économiques et régulateurs, dont la taxonomie verte de l'Union européenne.

En dépit d'une année particulièrement compliquée sur les marchés, plusieurs fonds se sont distingués par la qualité de leurs performances, à l'image de EdR SICAV Euro Sustainable Equity et EdR Fund Bond Allocation. La gamme de fonds actions et dettes émergentes (plus particulièrement EdR Fund Emerging Sovereign, EdR Fund Strategic Emerging et EdR India) a également tiré son épingle du jeu.

En termes de collecte, le bilan est contrasté. Certains fonds ont connu une collecte significative. C'est le cas, par exemple, de notre fonds à échéance Millesima 2026, qui a collecté plus de 300 millions € en 2020 et a ainsi clôturé sa campagne de commercialisation entamée en 2019 à plus de 500 millions €. Le fonds EdR Fund China a enregistré quant à lui une collecte de plus de 200 millions €. Plusieurs fonds ont, par ailleurs, enregistré une collecte supérieure à 50 millions €, comme le fonds santé, le fonds Tech Impact ou encore notre fonds Crédit ISR.

La plateforme de gestion déléguée lancée fin 2019 et structurée sous la forme de compartiments de la SICAV luxembourgeoise Vision Fund dont la gestion est déléguée à des Asset Managers tiers, a collecté plus d'un milliard € en 2020 au travers de 8 compartiments actions. Les lancements se poursuivront au cours de l'année 2021, notamment avec des stratégies obligataires.

Malgré ces succès, 2020 reste marquée par une décollecte globale pour nos activités d'Asset Management liquide. La gamme actions a terminé l'année en décollecte, en particulier avec le recul des encours des actions européennes. L'expertise Overlay a connu des rachats significatifs en 2020. La gamme Multi Asset a enregistré également une décollecte importante (stratégie actions couverte, absolute return).

Du côté des actifs réels, nous bénéficions d'expertises diversifiées qui ont particulièrement fait preuve de résilience en 2020 que ce soit dans le domaine de l'immobilier, du private equity ou de la dette d'infrastructure. Ces 3 activités ont clôturé l'année avec une collecte nette positive.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle. Grâce à l'affirmation de convictions centrées sur les bureaux de centre-ville,

l'industriel et la logistique, le résidentiel et la régénération urbaine, les portefeuilles ont plutôt bien résisté à la crise en 2020. Portée par les tendances de marché, la nouvelle activité de Dette Immobilière Privée a connu un lancement très encourageant avec 230 millions d'euros d'actifs levés au dernier trimestre 2020.

En apportant une réponse de long terme, l'approche en Private Equity a quant à elle montré toute sa pertinence dans ce contexte de crise sanitaire inédit. L'intégration systématique des enjeux ESG, au même titre que les risques financiers, a permis de développer des thématiques résilientes. Les 13 stratégies qui composent la gamme ont ainsi bien traversé la crise et poursuivi leur développement en dépit de la situation.

Enfin, BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) a lancé un 5^e millésime bénéficiant de la longue expérience de l'équipe de gestion de la plateforme de dette d'infrastructure régulièrement récompensée. Il comporte deux stratégies, l'une de dette senior sécurisée de qualité Investment Grade, la seconde spécialisée dans la dette à plus haut rendement de qualité BB. La plateforme BRIDGE, lancée en 2014, dépasse aujourd'hui trois milliards d'euros d'encours levés et s'inscrit pleinement dans le développement durable, à travers l'intégration des critères ESG et de l'empreinte carbone des différents actifs au sein de son processus d'investissement.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management, afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients.

En fin d'année, Marie Jacot-Cardoen a rejoint Edmond de Rothschild Asset Management en tant que Global Head of Distribution. Membre du comité exécutif de l'asset management, elle a pour mission de déployer la stratégie commerciale de l'asset management sur l'ensemble des géographies et de promouvoir l'intégralité de l'offre de gestion, comprenant les actifs liquides et les actifs réels.

Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

Lars Kalbreier, nouveau Chief Investment Officer pour la Banque privée du groupe Edmond de Rothschild, fonction directement rattachée à Christophe Caspar, Global CEO Asset Management, est arrivé en 2020. Membre des comités exécutifs gestion d'actifs et banque privée, Lars Kalbreier supervise l'ensemble des activités de gestion, discrétionnaire et de conseil en investissement pour la banque privée. Il est responsable de l'élaboration de la stratégie d'allocation d'actifs, de sa mise en œuvre et du développement de solutions d'investissement innovantes, dédiées aux clients privés.

La banque privée, métier historique du Groupe, accompagne les clients privés de façon dynamique et anticipe au mieux leurs

besoins. Pour cela, le Groupe a constitué une gamme de produits et de services, au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs.

La banque privée du groupe Edmond de Rothschild a ainsi développé la capacité d'assembler proactivement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose pour cela un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opération de M&A, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, prise en compte des contraintes patrimoniales propres à la cession d'une entreprise à capitaux familiaux.

Tous ces savoir-faire sont orchestrés par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer une allocation stratégique pour les clients.

Dans le contexte inédit de la crise sanitaire subi en 2020, nos équipes de banquiers sont restées opérationnelles grâce à un passage très rapide en télétravail dès le début du confinement. Elles ont ainsi pu rester présentes auprès de leurs clients pour les informer et les conseiller dans cette période particulièrement inédite sur les marchés et gérer au mieux leurs portefeuilles.

En 2020, fort de nos convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a accéléré le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, thématique, structurés...).

Par ailleurs, les équipes de gestion conseillée ont su, dans ces périodes de forte volatilité, être très présentes auprès des clients pour gérer au mieux leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont aussi significativement augmenté.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue également de développer de façon maîtrisée son offre de crédit, qui a dépassé la barre des CHF 6 milliards d'engagements.

France

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a ainsi enregistré en 2020 une progression des encours de plus de 8%.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent elles aussi d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe.

Enfin, plusieurs partenariats ont été renforcés en 2020, afin de gagner en visibilité et en notoriété dans le monde des entrepreneurs de la Tech. Parmi ces initiatives, Edmond de Rothschild reste très engagé auprès du Galion Project.

Après une année 2019 record en termes de volume de transactions, nos activités de conseils aux entreprises ont bien résisté en 2020, en dépit de l'impact de la crise sanitaire.

Les secteurs résilients, notamment la santé, l'énergie et la Tech et le digital ont continué à susciter l'intérêt des investisseurs.

Les 30 opérations réalisées par l'équipe, contre 33 en 2020, témoignent de sa mobilisation exceptionnelle et de sa bonne dynamique dans le contexte actuel, mais aussi de la montée en puissance de l'équipe de Lyon, ainsi que du travail effectué ces dernières années sur l'organisation interne.

Monaco

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2020. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs moyens sur la période de près de 8%.

Luxembourg

L'an dernier, Edmond de Rothschild (Europe), notre filiale à Luxembourg, fêtait ses 50 ans de présence à Luxembourg. À cette occasion, elle avait officiellement annoncé sa décision de déménager vers un nouveau site.

Aujourd'hui, nos nouveaux locaux accueillent et rassemblent tous les collaborateurs des quatre entités du Groupe présentes à Luxembourg. Ils permettent aux plus de 500 collaborateurs des métiers de la Banque Privée, de l'Asset Management & Asset Servicing, de l'Assurance ainsi que du Private Equity d'échanger et de partager au bénéfice de la culture d'entreprise.

La dynamique commerciale est restée soutenue avec une collecte brute importante.

En 2020, la Succursale de Belgique a finalisé sa transformation organisationnelle pour lancer en 2021 son plan de développement commercial initialement prévu en 2020, mais décalé suite à la crise sanitaire.

La Succursale d'Espagne, malgré la crise sanitaire, a connu une belle dynamique commerciale et a confirmé son fort potentiel avec de nouvelles ressources Front grâce aux investissements passés.

La Succursale du Portugal a également poursuivi son développement avec une croissance de près de 10% des encours moyens sous gestion.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Ces activités regroupent une quarantaine de collaborateurs. Avec CHF 2,7 milliards d'encours sous gestion, notre plateforme israélienne est présente aussi bien en banque privée qu'en gestion d'actifs.

Résultats

Comptes consolidés

Dans ce contexte mouvementé, les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année à CHF 168 milliards, en léger retrait (-3%) par rapport à la même période de l'an dernier, en lien principalement avec l'évolution défavorable des taux de change et le recentrage sur nos marchés et clients cibles.

Sur l'année, le groupe Edmond de Rothschild a enregistré en 2020 une collecte nette positive de CHF + 0,4 milliard, provenant essentiellement de la clientèle privée (CHF 2 milliards) et de la poursuite du développement de la plateforme d'actifs réels (près de CHF 2,2 milliards) qui ont plus que compensé les retraits nets enregistrés par la gestion d'actifs liquides.

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale en France, en Italie et à Monaco et de l'attractivité de notre plateforme pour les gérants de fortune indépendants en Suisse. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte de crise en leur proposant des solutions innovantes avec le lancement de nouveaux mandats et certificats d'investissement thématiques et la mise en place de club-deals.

Véritable pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'actifs réels avoisine désormais 18 milliards sous gestion à fin 2020, portée par la contribution positive des 3 métiers qui la compose (dette d'infrastructure, immobilier, Private Equity).

À CHF 894 millions, les revenus progressent de près de 15 % par rapport à l'an dernier. Les revenus récurrents des activités de banque privée et de gestion d'actifs ont augmenté sur la période en raison de l'effet année pleine de la contribution des activités françaises du Groupe, d'un niveau élevé des volumes de transactions, du rebond des marchés au second semestre et de la pertinence de l'offre proposée aux clients.

Le résultat net des opérations d'intérêts est en progression de CHF 21 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution, qui tient compte de l'intégration d'Edmond de Rothschild (France) en année pleine, est liée notamment à la faiblesse des taux et la charge d'intérêt moins importante pour les dépôts auprès d'autres banques.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de près de 23% pour s'établir à CHF 723 millions, comparés à CHF 590 millions en 2019. Si l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France) en année pleine y contribue, le développement des activités de banque privée et d'Asset management affichent une croissance significative.

Le résultat des opérations de négoce diminue de près de 35 MCHF, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 103 millions, comparé à CHF 138 en 2019.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à plus de CHF 24 millions, en diminution de 27% par rapport à l'exercice précédent, en lien notamment à la moindre contribution de

titres de fonds de private equity et ce en dépit d'une bonne tenue des valorisations.

Le taux de marge brute induit est en progression, en passant de 57 bps à 54 bps (46 bps en publiable 2020), signe des contraintes de marché.

À CHF 738 millions, les charges d'exploitation affichent une progression de l'ordre de 13% sur l'année, en lien notamment avec l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France).

Hors cet effet de périmètre, les charges affichent une baisse de près de -9 % traduisant une gestion attentive des coûts et la focalisation sur nos zones de développement.

Cette tendance intègre une baisse conjointe des frais de personnel (-9%) et des autres charges d'exploitation (-8%).

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 157 millions, en progression de près de 20 %. Hors effet périmètre, il s'établit en léger retrait -7 %, en raison notamment de la baisse des revenus de marge d'intérêts due au recul des taux, notamment américains, et de la faible contribution du portefeuille de placements propres.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 76 millions, en diminution de 12 millions de CHF, en lien avec les impacts en 2019 de l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France) dans le périmètre.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 13 millions, comparées à CHF 6.6 millions en 2019. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Edmond de Rothschild (Europe) et Edmond de Rothschild (Monaco).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 66 millions, contre CHF 35 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 6 millions, composés notamment de la vente des activités de property management dans notre pôle immobilier en Allemagne. Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 0,9 MCHF.

La variation des réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 45 millions en 2020, comparée à CHF 27 millions en 2019.

Les impôts s'établissent à CHF 60 millions, comparés à CHF 10 millions en 2019.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 56,6 millions, contre 43,9 millions de CHF en 2019. Hors effet périmètre, l'évolution du résultat net est de +4% sur la période.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 18,4 milliards, comparé à CHF 17,4 milliards au 31 décembre 2019.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a progressé de 5 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 15,6 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 97 millions, comparées à CHF 82 millions en 2019.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'874 millions, comparé à CHF 1'608 millions en 2019, en hausse de 16.5%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 280 millions, comparés à CHF 261 millions en 2019.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 15,7 milliards, comparés à CHF 14,6 milliards en 2019. Ils représentent 86% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 22 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 159 millions, comparées à CHF 204 millions en 2019.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,55 milliard. Ils représentent 8,5 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 23.5% à fin décembre 2020, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 638 millions.

Perspectives pour l'année 2021

En ce début d'année 2021 marqué par le décès de Benjamin de Rothschild, le Groupe s'inscrit dans la continuité et est déterminé à franchir un nouveau palier dans la mise en œuvre de sa stratégie fondée sur l'idée que la richesse doit servir à construire demain et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente dans le contexte actuel.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions associée à d'importants moyens de recherche et une stratégie d'innovation soutenue dans l'objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies bien identifiées, feuille de route ambitieuse pour nos investissements socialement responsables sur la période 2021-2024 et renforcement de nos gammes thématiques.

En matière de banque privée, Edmond de Rothschild a la volonté de renforcer sa position de référence. Parallèlement à des recrutements de banquiers, le Groupe va capitaliser sur la qualité de ses équipes pour continuer son innovation produit (mandat de Private Equity, accélération des club deals, mandat thématique), et son expérience client (notamment via la digitalisation et la force de son écosystème).

Enfin, la crise sanitaire a accéléré l'enjeu de digitalisation des entreprises et l'ensemble du Groupe entend s'inscrire dans cette démarche.

Nous envisageons 2021 avec confiance compte tenu de la solidité du groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés au second semestre. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

Le Conseil d'administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) SA, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux comptes consolidés (pages 45 à 85) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Christophe Kratzer

Expert-réviseur
Réviseur responsable

Julien Baer

Expert-réviseur

Genève, le 6 avril 2021

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

Bilan

consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers de CHF)

	Notes	2020	2019	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	19	8'264'509	8'366'102	(101'593)	(1,2)
Créances sur les banques	19	1'283'580	1'274'322	9'258	0,7
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	-	54'270	(54'270)	(100,0)
Créances sur la clientèle	2,19	4'490'190	3'991'770	498'420	12,5
Créances hypothécaires	2,19	1'552'505	1'161'106	391'399	33,7
Opérations de négoce	3,19	11'997	17'333	(5'336)	(30,8)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	96'783	81'628	15'155	18,6
Immobilisations financières	5,19	1'873'862	1'608'307	265'555	16,5
Comptes de régularisation		280'216	261'234	18'982	7,3
Participations non consolidées	6,7	12'554	14'492	(1'938)	(13,4)
Immobilisations corporelles	8	307'318	316'420	(9'102)	(2,9)
Valeurs immatérielles	9	147'745	167'510	(19'765)	(11,8)
Autres actifs	10	55'719	69'069	(13'350)	(19,3)
Total des actifs	11,20,21,23	18'376'978	17'383'563	993'415	5,7
Total des créances subordonnées		-	412	(412)	(100,0)
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers de CHF)

	Notes	2020	2019	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	19	956'803	986'185	(29'382)	(3,0)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	14'790'517	13'641'622	1'148'895	8,4
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	186'330	114'202	72'128	63,2
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	403'554	500'188	(96'634)	(19,3)
Comptes de régularisation		337'859	340'110	(2'251)	(0,7)
Autres passifs	10	90'255	130'987	(40'732)	(31,1)
Provisions	15	58'539	67'171	(8'632)	(12,9)
Réserves pour risques bancaires généraux		159'239	204'529	(45'290)	(22,1)
Capital social	16	58'694	58'694	-	-
Réserve issue du capital		502'391	504'816	(2'425)	(0,5)
Réserve issue du bénéfice		921'605	935'835	(14'230)	(1,5)
Réserve de change		(160'137)	(154'897)	(5'240)	3,4
Propres parts du capital		-	(8'760)	8'760	(100,0)
Intérêts minoritaires au capital propre		14'772	18'960	(4'188)	(22,1)
Bénéfice consolidé de l'exercice		56'557	43'921	12'636	28,8
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		6'527	7'698	(1'171)	(15,2)
Total des fonds propres		1'553'121	1'603'098	(49'977)	(3,1)
Total des passifs	20,23	18'376'978	17'383'563	993'415	5,7
Total des engagements subordonnés		25'000	22'793	2'207	9,7
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Opérations hors bilan

Engagements conditionnels	2,24	195'589	206'776	(11'187)	(5,4)
Engagements irrévocables	2	870'927	725'045	145'882	20,1
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	277'449	364'608	(87'159)	(23,9)

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers de CHF)

	Notes	2020	2019	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		36'110	51'256	(15'146)	(29,5)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		6	16	(10)	(62,5)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		27'757	24'142	3'615	15,0
Charges d'intérêts		(19'477)	(52'150)	32'673	(62,7)
Résultat brut des opérations d'intérêts		44'396	23'264	21'132	90,8
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(25)	(101)	76	(75,2)
Résultat net des opérations d'intérêts		44'371	23'163	21'208	91,6
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		824'665	707'403	117'262	16,6
Produit des commissions sur les opérations de crédit		4'153	3'741	412	11,0
Produit des commissions sur les autres prestations de service		68'904	42'857	26'047	60,8
Charges de commissions		(175'220)	(164'333)	(10'887)	6,6
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		722'502	589'668	132'834	22,5
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	103'208	138'139	(34'931)	(25,3)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		4'730	22'546	(17'816)	(79,0)
Produit des participations		5'161	13'158	(7'997)	(60,8)
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>2'863</i>	<i>5'967</i>	<i>(3'104)</i>	<i>(52,0)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>2'298</i>	<i>7'191</i>	<i>(4'893)</i>	<i>(68,0)</i>
Résultat des immeubles		367	227	140	61,7
Autres produits ordinaires		19'476	16'248	3'228	19,9
Autres charges ordinaires		(5'443)	(18'936)	13'493	(71,3)
Autres résultats ordinaires		24'291	33'243	(8'952)	(26,9)
Charges de personnel	29	(491'927)	(438'888)	(53'039)	12,1
Autres charges d'exploitation	30	(245'900)	(214'293)	(31'607)	14,7
Charges d'exploitation		(737'827)	(653'181)	(84'646)	13,0
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(76'718)	(89'005)	12'287	(13,8)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(13'436)	(6'591)	(6'845)	103,9
Résultat opérationnel		66'391	35'436	30'955	87,4
Produits extraordinaires	32	5'660	4'912	748	15,2
Charges extraordinaires	32	(936)	(13'848)	12'913	-
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	45'290	27'027	18'263	67,6
Impôts	35	(59'848)	(9'606)	(50'242)	523,0
Bénéfice consolidé de l'exercice	34	56'557	43'921	12'637	28,8
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>6'527</i>	<i>7'698</i>	<i>(1'171)</i>	<i>(15,2)</i>

État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2020	58'694	504'816	935'835	204'529	(154'897)	(8'760)	18'960	43'921	1'603'098
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	8'760	-	-	8'760
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	(2'393)	-	-	-	-	-	-	(2'393)
Différences de change	-	-	-	-	(5'240)	-	53	-	(5'187)
Dividendes	-	-	(50'007)	-	-	-	(11'779)	-	(61'786)
Autres distributions	-	-	36'223	-	-	-	7'698	(43'921)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(45'290)	-	-	-	-	(45'290)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	(32)	(446)	-	-	-	(160)	-	(638)
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	56'557	56'557
Capitaux propres au 31 décembre 2020	58'694	502'391	921'605	159'239	(160'137)	-	14'772	56'557	1'553'121

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau des flux de trésorerie

consolidé au 31 décembre 2020 (en milliers de CHF)

	2020			2019		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de l'exercice	56'557	-		43'921	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	45'290		-	27'027	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	76'718	-		89'005	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	8'349	16'981		53'606	39'946	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	2'164	1'375		1'561	1'108	
Délimitations actives	-	5'632		-	103'830	
Délimitations passives	-	42'983		112'651	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	50'007		-	220'050	
Solde	143'788	162'268	(18'479)	300'744	391'961	(91'217)
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Capital	-	-		13'694	-	
Écritures par les réserves	53	17'658		466'291	-	
Modification des propres titres de participation	8'760	2'393		162'787	127'753	
Solde	8'813	20'051	(11'238)	642'772	127'753	515'019
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées	2'797	1'551		3'679	13'021	
Immeubles	-	-		-	122'005	
Autres immobilisations corporelles	102	47'685		-	74'093	
Valeurs immatérielles	-	2'221		-	172'594	
Différence de change	2'645	-		5'000	-	
Solde	5'544	51'457	(45'913)	8'679	381'713	(373'034)

	2020			2019		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	10'685	-		-	925	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	1'929		45'199	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	23'357	-		279'859	-	
Créances sur les banques	6'045	-		-	6'073	
Créances sur la clientèle	-	79'182		-	71'392	
Créances hypothécaires	-	262'486		-	598'692	
Immobilisations financières	-	88'434		-	395'435	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	-	40'067		119'669	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'150'824	-		1'077'217	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	72'128	-		42'211	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	119'991		218'974	-	
Créances sur les banques	-	15'303		416'524	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	54'270	-		556'750	-	
Créances sur la clientèle	-	420'027		-	1'100'763	
Créances hypothécaires	-	128'913		321'857	-	
Opération de négoce	5'336	-		-	1'765	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	15'155		-	3'950	
Immobilisations financières	-	177'121		305'008	-	
Solde	1'322'645	1'348'608	(25'963)	3'383'268	2'178'994	1'204'274
État des liquidités :						
Liquidités	101'593	-		-	1'255'042	
Solde	101'593	-	101'593	-	1'255'042	(1'255'042)
Total des sources et emplois de fonds	1'582'383	1'582'383		4'335'463	4'335'463	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 65 à 69).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'441 collaborateurs, comparés à 2'537 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Fusions :

- › Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA, Genève (fusion par EdR Suisse SA)
- › Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA, Meyrin (fusion par EdR Suisse SA)
- › Amethis Finance Sàrl, Leudelange (fusion par absorption par Amethis Groupe Sàrl)

Processus de liquidation en cours :

- › Iberian Renewable Energies GP S.à r.l., Luxembourg

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › Direct Access GP Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild HL Nominee Limited (entité du Groupe REIM ex Cording)
- › Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl (entité du Groupe REIM)
- › Financière Eurafrique, Paris
- › Ginkgo Management III Sàrl, Luxembourg
- › Ginkgo Management (UK) LLP, London
- › Orange Carry BV (entité du Groupe REIM ex Cording)
- › Rotomobil S.A., Pregny

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- › Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA, Genève (fusion avec Edmond de Rothschild (Suisse) SA)
- › Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA, Meyrin (fusion avec Edmond de Rothschild (Suisse) SA)
- › Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Limited, London
- › Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Ltd, Hong Kong
- › Cording Management Company S.A., Luxembourg
- › Edritech Advisors Ltd, Tel-Aviv (mise en équivalence)
- › FORE Advisors LLP, Luxembourg (mise en équivalence)
- › FORE Cascade Scotland LP, London (mise en équivalence)
- › FORE Cascade Scotland II LP, London (mise en équivalence)
- › FORE Cascade Scotland III LP, London (mise en équivalence)
- › FORE Sierra GP Limited, Reading (mise en équivalence)
- › FORE Grampian Limited, Jersey (mise en équivalence)

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50 %), L.C.H. Investment NV (44 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), THIC Advisor SAS (49 %), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %), PEARL Advisory SAS (49%), SICIT, – Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44%), Ginkgo Advisor Limited, London (49%), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%), ERAAM SAS, Paris (34%), Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2020.

A des fins de comparaison, des chiffres 2019 ont été revus sous l'annexe 10 – répartition des autres actifs et autres passifs, sous l'annexe 11 – indication des actifs mis en gage, sous l'annexe 13 – situation économique des propres institutions de prévoyance et sous l'annexe 18 – indication des créances et engagements envers les parties liées.

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement. Il n'est pas fait usage de la disposition transitoire reportant au 1^{er} janvier 2020 au plus tard la mise en oeuvre de l'évaluation individuelle applicable aux participations, aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux valeurs immatérielles.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2020		2019	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	1,0839	1,0713	1,0854	1,1124
USD	0,9048	0,9421	0,9662	0,9920
GBP	1,1167	1,2109	1,2757	1,2687

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les opérations hors bilan telles qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêt et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture, ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagos correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des

sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private Equity, de l'Immobilier, du Corporate Finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité d'audit et des risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité ;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;

- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1^{er} niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridiques et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

*Le **risque de liquidité** correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soient pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.*

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

*Le **risque de crédit** représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.*

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque Privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et/ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private Equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et/ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurance, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantisements sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private Equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

*Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.*

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêt affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses

engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêt non congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêt, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêt est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

*Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.*

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le Groupe à des fins de surveillance consolidée :

- › l'exécution de Risk Control Self Assessments (RCSA) permettant une revue des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de 1^{re} ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (Risk Ownership) ;
- › la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'action définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- › la gestion des Key Risk Indicators (définition, remontée par les Métiers et fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'action éventuellement nécessaires pour maintien endéans les seuils de tolérance définis).

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques, elle a notamment pour mission d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des risques / Comité exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg, les fonctions de support de l'activité d'administration de fonds d'Edmond de Rothschild (Europe), la conservation des titres de Edmond de Rothschild (France) et certaines activités externalisées au sein du Groupe, le Groupe et ses filiales ne font pas appel à des

prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire 2018/3 de la FINMA.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Elles le sont au plus tard tous les 5 ans voir 3 ans notamment pour les biens à l'étranger, les objets de rendement ou d'une valeur de plus de CHF 10 mios.

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet.

La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation. Le solde net du compte de compensation est présenté soit à la position « Autres actifs » soit à la position « Autres passifs ».

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2020.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2020

2019

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	-	54'270
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	-	55'019
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	-	793
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	47'680	4'352'292	99'359	4'499'331
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	1'352'525	35'802	864	1'389'191
- immeubles commerciaux	120'660	-	-	120'660
- immeubles artisanaux et industriels	42'654	-	-	42'654
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2020	1'563'519	4'388'094	100'223	6'051'836
Total 2019	1'149'817	3'829'669	181'725	5'161'211
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2020	1'563'519	4'388'094	91'082	6'042'695
Total 2019	1'149'817	3'829'669	173'390	5'152'876
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	186'820	8'770	195'590
Engagements irrévocables	5'739	779'925	85'263	870'927
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	245'481	31'968	277'449
Total 2020	5'739	1'212'226	126'001	1'343'966
Total 2019	22'402	1'118'754	155'274	1'296'430

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Créances compromises				
Total 2020	9'837	790	9'047	9'141
Total 2019	22'934	14'709	8'225	8'335

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.16% du total des créances sur la clientèle et créances hypothécaires au 31.12.2020 (0.44% au 31.12.2019).

En milliers de CHF

2020

2019

3 Répartition des opérations de négoce**Actif****Opérations de négoce**

Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire

-

111

dont cotés

-

111

Titres de participation

11'997

17'222

Total des actifs**11'997****17'333***dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation*

-

-

dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités

-

-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	471	1'550	1'477'929	98	11'657	485'500
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	14	14	257'264	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	87'498	164'464	12'819'592	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	3'792	3'735	923'415	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	4'910	4'910	589'613	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2020	96'685	174'673	16'067'813	98	11'657	485'500
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	96'685	174'673	16'067'813	98	11'657	485'500
Total 2019	81'534	107'305	17'418'673	1'078	7'881	421'882
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	81'534	107'305	17'418'673	1'078	7'881	421'882

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2020	96'783	186'330
Total 2019	81'628	114'202

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	64'933	31'850

En milliers de CHF	2020 Valeur comptable	2019 Valeur comptable	2020 Juste valeur	2019 Juste valeur
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	1'041'456	894'884	1'054'794	904'167
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	1'030'783	850'242	1'044'121	858'726
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	10'673	44'642	10'673	45'441
Titres de participation	351'935	331'590	376'471	384'323
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	468'874	381'833	468'874	381'833
Immeubles	11'597	-	11'597	-
Total	1'873'862	1'608'307	1'911'736	1'670'323
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	64'438	76'635	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	287'624	273'646	294'357	76'164	-	109'665

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

La banque utilise les notes de trois agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch) et les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's. Lorsque trois notations sont disponibles, la banque retient le plus défavorable des deux meilleurs ratings. Lorsque seulement deux ratings distincts sont disponibles, le plus défavorable est retenu (pondération risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations Fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse). Les notations Standard & Poor's à long terme de l'émetteur sont utilisées pour les autres segments de marché sans notation spécifique.

En milliers de CHF	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2020	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2020	Valeur de marché
6 Présentation des participations non consolidées									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	13'257	-	13'257	(357)	923	(1'882)	-	11'941	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	13'257	-	13'257	(357)	923	(1'882)	-	11'941	-
Autres participations	2'447	(1'212)	1'235	(4)	628	(915)	(331)	613	58'643
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	58'643
- sans valeur boursière	2'142	(1'212)	930	(4)	628	(915)	(331)	308	-
Total des participations non consolidées	15'704	(1'212)	14'492	(361)	1'551	(2'797)	(331)	12'554	58'643

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten-tion (en %) directe indirecte	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2020
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	58'694	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Rotomobil S.A., Genève	CHF	100	-	100	-	100	-	100	-
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève (fusion avec EdR Suisse)	CHF	-	11'534	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A., Meyrin (fusion avec EdR Suisse)	CHF	-	7'000	-	100	-	100	-	-
Étranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	83'076	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	13'900	100	100	100	100	100	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Copri III S.A., Luxembourg	EUR	747	747	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris,	EUR	61	61	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74'534	74'534	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten tion (en %) directe indirecte	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2020
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11'034	11'034	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15'000	15'000	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Ltd., Londres (dissoute)	GBP	-	1	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	250	250	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	99	100	100	100	-	100
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg (en liquidation)	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	99	100	99	100	-	100
Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited, Hong Kong (dissoute)	HKD	-	5'000	-	100	-	100	-	-
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	7'035	100	100	100	100	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	6'040	100	100	100	100	-	100
EDRRIT Limited, Londres	GBP	278	278	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	29'388	29'387	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	5'501	501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	2'700	2'700	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China S. à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
LCFR UK PEP Limited, London	GBP	530	530	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management S.à r.l., Luxembourg, (absorbée par CFSH Lux)	EUR	-	12	-	100	-	100	-	-
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten-tion (en %)	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	directe	indirecte
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest S. à r.l., Luxembourg	EUR	-	188	-	82	-	82	-	100
CFSH Secondary Opportunities S.A., SICAR, Luxembourg	EUR	2'326	2'326	100	100	100	100	-	100
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	72	72	69	69	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	165	58	58	58	58	-	100
CTBR Luxembourg, Luxembourg	CHF	15'877	15'884	97	96	98	96	-	98
Edmond de Rothschild Private Equity Luxembourg S.A., Leudelange	EUR	881	881	100	100	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg (fusion Amethis Group)	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange	EUR	1'640	1'640	100	100	100	100	-	100
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	110	110	71	71	73	73	-	73
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	60	60	60	60	-	60
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Amethis Group, S. à r.l. , Leudelange	EUR	13	12	51	51	51	51	-	51
Amethis Finance, S. à r.l. , Leudelange, absorbée par CFSH Lux	EUR	-	17	-	48	-	95	-	-
Amethis Fund II Management, S.à r.l. , Leudelange	EUR	13	13	46	48	90	100	-	90
Amethis Maghreb, S.à r.l. , Leudelange	EUR	12	12	51	48	100	100	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	42'475	31'705	98	98	98	98	-	98
Pearl GP Sarl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	22'496	10'080	100	100	100	100	-	100
EdR Hospitality Partners S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100
Moringa Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	51	51	51	51	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Direct Access GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
Ginkgo Management III S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
Ginkgo Management (UK) LLP, Luxembourg	GBP	-	-	51	-	51	-	-	51

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Déten tion (en %)	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	directe	indirecte
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
EdR Real Estate S.A., Leudelange	EUR	975	975	100	100	100	100	100	-
Real Estate Robin Sàrl, Leudelange	EUR	22'953	17'954	100	100	100	100	-	100
Orox Europe S.A., Leudelange	EUR	1'500	1'500	75	75	75	75	-	75
Cording Management Company S.A. , Luxembourg (liquidée)	EUR	-	125	-	100	-	100	-	-
Cording Residential Asset Management Limited, London	GBP	-	-	28	28	100	100	-	100
Cording Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording Property Management LLP, London	GBP	120	120	53	53	100	100	-	100
Cording UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	53	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	53	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Debt SCA SICAV-RAIF, Luxembourg	GBP	30	-	53	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	-	53	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	53	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	53	53	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EdR Member Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EdR Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EDRRI Bath Lane Leicester GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EDRRI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EDR UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EdDRI UK Residential Invetment GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	53	53	100	100	-	100
EdDRI UK Residential Invetment Limited Partners S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	53	53	100	100	-	100
EDRRI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
EDRRI Kent Street Birmingham GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam	EUR	-	-	53	53	100	100	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	53	53	100	100	-	100
Orange Industrial BV, Amsterdam	EUR	-	-	3	3	5	5	-	100
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	-	-	53	53	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détection (en %)	
		2020	2019	2020	2019	2020	2019	directe	indirecte
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel-Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel-Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	-	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100
Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	-	49
Étranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	44	44	44	44	44	1
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	50	44	44	44	44	-	44
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Leudelange	EUR	275	275	49	49	49	49	-	49
FORE Advisors LLP, Luxembourg (cédée)	GBP	-	1	-	17	-	32	-	-
FORE Cascade Scotland LP, London (cédée)	GBP	-	-	-	17	-	32	-	-
FORE Cascade Scotland II LP, London (cédée)	GBP	-	-	-	17	-	32	-	-
FORE Cascade Scotland III LP, London (cédée)	GBP	-	-	0	21	-	40	-	-
Fore Sierra GP Limited, Reading (cédée)	GBP	-	-	-	17	-	32	-	-
Fore Grampian Limited, Jersey (cédée)	GBP	-	-	-	17	-	32	-	-
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	49	49	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	49	49	49	49	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	100	49	49	49	49	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	146'667	25	25	25	25	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	-	34
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	49	49	49	49	-	49
Edritech Advisors Ltd, Tel-Aviv (cession d'actions)	ILS	-	100	-	49	-	49	-	-

		Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2020	Variations de change	Investisse- ments et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestis- sements et sorties du périmètre de consolidation	Amortisse- ments	Valeur comptable au 31 décembre 2020
En milliers de CHF									
8	Présentation des immobilisations corporelles								
	Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	238'901	(87'515)	151'386	(1'335)	-	-	(3'185)	146'866
	Autres immeubles	5'594	(5'594)	-	-	-	-	-	-
	Logiciels acquis séparément ou développés à l'interne	315'483	(187'773)	127'710	(330)	31'728	-	(41'049)	118'059
	Autres immobilisations corporelles	321'739	(284'415)	37'324	(457)	15'957	(102)	(10'329)	42'393
	Total des Immobilisations corporelles	881'717	(565'297)	316'420	(2'122)	47'685	(102)	(54'563)	307'318

En milliers de CHF									
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2020	Variations de change	Modification de périmètre	Investisse- ments	Désinvestisse- ments	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2020
9 Présentation des valeurs immatérielles									
Goodwill	305'440	(153'995)	151'445	(80)	-	2'221	-	(21'007)	132'579
Autres valeurs immatérielles	104'220	(88'155)	16'065	(82)	-	-	-	(817)	15'166
Total des valeurs immatérielles	409'660	(242'150)	167'510	(162)	-	2'221	-	(21'824)	147'745

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2020	2019	2020	2019
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	11'559	6'558	-	318
Impôts directs	3	3'503	307	2'252
Impôts indirects	17'309	10'777	23'951	17'816
Impôts latents actifs	8'326	10'339	851	-
Garanties, cautions	7'537	8'667	-	-
Comptes d'ordre	10'935	12'570	57'576	81'680
Autres	50	16'655	7'570	28'921
Total	55'719	69'069	90'255	130'987

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2020		2019	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	809	-	815	-
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	99'583	-	52'420	-
Autres	7'369	-	7'308	82

En milliers de CHF	2020	2019
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	46'277	47'470
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	552	2'205
Total	46'829	49'675

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2020, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2019)

Indications relatives aux plans de prévoyance

- a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors Groupe (EdR France)

	2019	2019			2020	2019
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2020	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	37'631	-	-	(16'087)	(16'087)	(18'146)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(18)	-	-	(6'040)	(6'040)	(6'515)
Total	37'613	-	-	(22'127)	(22'127)	(24'661)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 106,5% au 31 décembre 2019 (100,1% au 1^{er} janvier 2019). Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2020, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 107%. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2020 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2020, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

	2020	2020	2019			2020	2019
	Excédent / (insuffisance de couverture)		Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2020	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(13'036)	(13'036)	(13'173)	137	(8'745)	(8'745)	(3'705)
Total	(13'036)	(13'036)	(13'173)	137	(8'745)	(8'745)	(3'705)

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits projetés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 0,48% au 31 décembre 2020, contre 0,79% au 31 décembre 2019.

	2020	2019
Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière		
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	24'718	24'854
Écart de conversion	(118)	(915)
Variation au cours de l'exercice	(1'237)	779
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	23'363	24'718
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	37'891	37'517
Écart de conversion	(181)	(1'382)
Variation au cours de l'exercice	(1'311)	1'756
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	36'399	37'891
(Insuffisances) / excédents de couverture	(13'036)	(13'173)
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")	-	-
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique correctifs de valeurs et provisions	(13'036)	(13'173)
Pertes actuarielles non reconnues	-	-

En milliers de CHF	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - <4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
14 Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours								
Negotiable European Commercial Papers (NEU-CP)		47'643	47'643	-	-	-	-	-
Negotiable European Medium Term Notes (NEUMTN)		14'497	14'497	-	-	-	-	-
Euro Medium Term Notes (EMTN) (1)		318'730	38'198	4'051	44'315	54'248	5'703	172'215
Titre Super Subordonné (TSS)	2,26%	22'684	-	-	-	-	-	22'684
Total		403'554	100'338	4'051	44'315	54'248	5'703	194'899

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2020, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

En milliers de CHF	État à fin 2019	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre de consolidation	Différences de change	Intérêts en souffrance recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31 décembre 2020
15 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations								
Provisions pour impôts latents	24'727	-	-	(181)	-	-	(3'173)	21'373
Provisions pour engagements de prévoyance	13'176	(13)	-	(64)	-	815	(878)	13'036
Provisions pour autres risques d'exploitation	9'843	(1'385)	(1'884)	(35)	-	6'337	(4'580)	8'296
Provisions de restructurations	2'990	(2'978)	-	-	-	-	-	12
Autres provisions	16'435	(2'484)	-	(70)	-	3'081	(1'140)	15'822
Total des provisions	67'171	(6'860)	(1'884)	(350)	-	10'233	(9'771)	58'539
Réserves pour risques bancaires généraux	204'529	-	-	(1)	-	3'534	(48'823)	159'239
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	8'335	(17)	2'099	(5)	17	65	(1'353)	9'141
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	8'335	(17)	2'099	(5)	17	65	(1'353)	9'141
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaires global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte en 2016, suite à une possible fraude au sein du fonds 1MDB dans laquelle le nom de Edmond de Rothschild (Europe) S.A. avait été cité, les auditions dans le cadre de l'instruction se sont poursuivies en début d'année 2021. La procédure d'instruction suit son cours et pourrait encore durer plusieurs années. À ce stade, il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette procédure. La Banque continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des États concernés dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg.

En milliers de CHF

2020

2019

Variation %

16 Capital social			
180'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	-	18'000	(100,0)
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	-	100,0
34'987 actions nominatives entièrement libérées de CHF 500.- nominal	-	17'494	(100,0)
46'400 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	-	23'200	(100,0)
Total	58'694	58'694	-

	Prix moyen en milliers de CHF	nombre d'actions
Propres titres de participation en déduction des fonds propres:		
actions nominatives de CHF 100.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		-
- nombre d'actions acquises durant l'exercice		-
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice		-
- nombre de propres actions nominatives à la fin de l'exercice		-
actions au porteur de CHF 500.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		412
- nombre d'actions acquises durant l'exercice		-
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	16	(412)
- nombre de propres actions au porteur à la fin de l'exercice	-	-

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2020	2019	2020	2019
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	3'848	3'169	134'162	184'134
Sociétés liées	440	23'065	28'622	38'559
Affaires d'organes	-	127	2'969	3'740
Autres parties liées	30'894	29'458	857	2'884
Total	35'182	55'819	166'610	229'317

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Échu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	8'264'509	-	-	-	-	-	8'264'509
Créances sur les banques	1'084'231	11'038	186'718	1'452	141	-	1'283'580
Créances sur la clientèle	-	2'464'467	673'795	966'774	245'511	139'643	4'490'190
Créances hypothécaires	179	196'079	127'791	119'639	374'986	733'831	1'552'505
Opérations de négoce	11'997	-	-	-	-	-	11'997
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	96'783	-	-	-	-	-	96'783
Immobilisations financières	722'527	-	48'389	170'619	736'594	195'733	1'873'862
Total 2020	10'180'226	2'671'584	1'036'693	1'258'484	1'357'232	1'069'207	17'573'426
Total 2019	10'318'922	2'314'234	949'079	970'221	1'442'181	560'201	16'554'838
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	943'791	45	2'282	-	4'699	5'986	956'803
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	12'746'538	-	1'667'394	333'315	43'270	-	14'790'517
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	186'330	-	-	-	-	-	186'330
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	-	14'284	86'054	108'317	194'899	403'554
Total 2020	13'876'659	45	1'683'960	419'369	156'286	200'885	16'337'204
Total 2019	12'129'020	176'522	2'188'171	423'426	244'297	80'761	15'242'197

En milliers de CHF	2020			2019		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	2'550'121	5'714'388	8'264'509	1'875'932	6'490'170	8'366'102
Créances sur les banques	972'863	310'717	1'283'580	799'244	475'078	1'274'322
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	-	54'270	-	54'270
Créances sur la clientèle	255'533	4'234'657	4'490'190	161'794	3'829'976	3'991'770
Créances hypothécaires	306'934	1'245'571	1'552'505	189'955	971'151	1'161'106
Opérations de négoce	2'234	9'763	11'997	-	17'333	17'333
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	27'280	69'503	96'783	29'797	51'831	81'628
Immobilisations financières	619'448	1'254'414	1'873'862	466'830	1'141'477	1'608'307
Comptes de régularisation	57'089	223'127	280'216	38'114	223'120	261'234
Participations non consolidées	409	12'145	12'554	452	14'040	14'492
Immobilisations corporelles	105'015	202'303	307'318	118'724	197'696	316'420
Valeurs immatérielles	125'579	22'166	147'745	148'612	18'898	167'510
Autres actifs	19'096	36'623	55'719	22'705	46'364	69'069
Total des actifs	5'041'601	13'335'377	18'376'978	3'906'429	13'477'134	17'383'563
Passifs						
Engagements envers les banques	814'577	142'226	956'803	762'695	223'490	986'185
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'159'181	13'631'336	14'790'517	1'113'784	12'527'838	13'641'622
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	47'325	139'005	186'330	33'124	81'078	114'202
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	403'554	403'554	-	500'188	500'188
Comptes de régularisation	98'699	239'160	337'859	93'240	246'870	340'110
Autres passifs	2'401	87'854	90'255	8'520	122'467	130'987
Provisions	4'042	54'497	58'539	9'626	57'545	67'171
Réserves pour risques bancaires généraux	131'410	27'829	159'239	176'391	28'138	204'529
Capital social	58'694	-	58'694	58'694	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	502'391	504'816	-	504'816
Réserve issue du bénéfice	632'536	289'069	921'605	630'277	305'558	935'835
Réserve de change	(21'690)	(138'447)	(160'137)	(21'628)	(133'269)	(154'897)
Propres parts du capital	-	-	-	(8'760)	-	(8'760)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'183	12'589	14'772	2'181	16'779	18'960
Bénéfice consolidé de l'exercice	13'783	42'775	56'557	38'288	5'633	43'921
Total des passifs	3'445'532	14'931'447	18'376'978	3'401'248	13'982'315	17'383'563

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2020		2019	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	5'041'601	27,4	3'906'429	22,5
Autres Europe	11'646'384	63,4	11'824'888	68,0
Amérique du Nord	325'955	1,8	325'613	1,9
Amérique du Sud	71'970	0,4	95'267	0,5
Asie, Australie, Océanie	376'203	2,0	449'780	2,6
Caraïbes	476'292	2,6	517'058	3,0
Afrique, Moyen-Orient	438'573	2,4	264'528	1,5
Total des actifs	18'376'978	100,0	17'383'563	100,0

		2020		2019	
		Expositions nettes à l'étranger			
En milliers de CHF		Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
22	Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)				
	Actifs				
	1 & 2	11'997'236	97,5	12'134'612	97,2
	3	53'617	0,4	38'776	0,3
	4	105'792	0,9	123'758	1,0
	5	30'493	0,3	79'330	0,6
	6	18'876	0,2	37'630	0,3
	7	27'455	0,2	5'832	0,1
	sans notation	77'273	0,6	66'473	0,5
	Total	12'310'742	100,0	12'486'411	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF	CHF	EUR	USD	Autres	Total
23 Bilan selon les monnaies les plus importantes					
Actifs					
Liquidités	2'548'956	5'715'170	252	131	8'264'509
Créances sur les banques	63'103	249'716	766'538	204'223	1'283'580
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	328'542	3'383'161	598'795	179'692	4'490'190
Créances hypothécaires	304'617	1'073'932	-	173'956	1'552'505
Opérations de négoce	9'665	434	1'898	-	11'997
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	76'283	14'648	5'440	412	96'783
Immobilisations financières	233'398	702'751	465'391	472'322	1'873'862
Comptes de régularisation	46'071	211'755	7'237	15'153	280'216
Participations non consolidées	533	11'067	12	942	12'554
Immobilisations corporelles	87'586	168'763	43	50'926	307'318
Valeurs immatérielles	126'375	20'268	-	1'102	147'745
Autres actifs	10'795	40'086	390	4'448	55'719
Total des actifs bilantaires 2020	3'835'924	11'591'751	1'845'996	1'103'307	18'376'978
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'089'396	3'137'410	7'397'594	1'440'877	13'065'277
Total des actifs 2020	4'925'320	14'729'161	9'243'590	2'544'184	31'442'255
Total des actifs 2019	4'468'295	15'759'040	9'289'218	3'364'360	32'880'913
Passifs					
Engagements envers les banques	490'666	373'247	73'277	19'613	956'803
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	849'491	7'269'294	5'195'136	1'476'596	14'790'517
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	88'847	54'064	39'502	3'917	186'330
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	325'982	77'572	-	403'554
Comptes de régularisation	90'270	233'592	4'995	9'002	337'859
Autres passifs	5'430	42'573	34'390	7'862	90'255
Provisions	4'042	49'631	-	4'866	58'539
Réserves pour risques bancaires généraux	131'410	27'829	-	-	159'239
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	-	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	66'863	742'405	442	111'895	921'605
Réserve de change	(20'432)	(133'951)	(370)	(5'384)	(160'137)
Propres parts du capital	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'637	10'908	(2)	1'229	14'772
Bénéfice consolidé de l'exercice	22'903	27'883	(73)	5'844	56'557
Total des passifs bilantaires 2020	2'293'212	9'023'457	5'424'869	1'635'440	18'376'978
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'633'426	5'704'153	3'820'942	906'756	13'065'277
Total des passifs 2020	4'926'638	14'727'610	9'245'811	2'542'196	31'442'255
Position nette par devise	(1'319)	1'551	(2'221)	1'988	-
Total des passifs 2019	4'471'271	15'755'771	9'212'643	3'441'228	32'880'913

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	193'831	205'055	(5,5)
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'758	1'721	2,1
Total des engagements conditionnels	195'589	206'776	(5,4)
Total des créances éventuelles	-	-	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
25 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	1'189'089	2'953'167	(59,7)
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'301'819	1'307'988	(0,5)
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	29'198	30'823	(5,3)
Total	2'520'106	4'291'978	(41,3)

En milliers de CHF

2020

2019

Variation %

26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution**a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	62'995'725	64'911'030	(3,0)
Avoirs sous mandat de gestion	32'431'283	38'517'606	(15,8)
Autres avoirs administrés	72'423'399	69'935'306	3,6
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)	167'850'407	173'363'942	(3,2)
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>12'418'466</i>	<i>12'979'540</i>	<i>(4,3)</i>

b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux	173'363'942	127'620'097	35,8
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>419'016</i>	<i>(2'405'228)</i>	<i>-</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(2'091'796)</i>	<i>5'753'530</i>	<i>-</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>(3'840'755)</i>	<i>42'395'543</i>	<i>-</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	167'850'407	173'363'942	(3,2)

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets comprennent pour 2020 un élément non récurrent en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles et pour 2019 un changement de périmètre suite à l'acquisition de Edmond de Rothschild (France) et ses filiales.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	42'544	50'661	(16,0)
Opérations de négoce pour compte propre	60'664	87'478	(30,7)
Total du résultat de négoce	103'208	138'139	(25,3)
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	(264)	(115)	129,6
Titres de participation (y c. les fonds)	3'375	2'677	26,1
Devises	101'770	117'369	(13,3)
Matières premières / métaux précieux	234	108	116,7
Autres opérations de négoce	(1'907)	18'100	(110,5)
Total du résultat de négoce	103'208	138'139	(25,3)
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"			

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(30'904)	(25'571)	20,9
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	11'955	10'565	13,2

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
29 Charges de personnel			
Appointements	(371'232)	(345'023)	7,6
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	<i>(83'429)</i>	<i>(77'844)</i>	<i>7,2</i>
Prestations sociales :	(109'363)	(81'204)	34,7
<i>dont contributions sociales légales</i>	<i>(78'491)</i>	<i>(52'838)</i>	<i>48,6</i>
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	<i>(30'872)</i>	<i>(28'366)</i>	<i>8,8</i>
Autres charges de personnel	(11'332)	(12'661)	(10,5)
Total	(491'927)	(438'888)	12,1

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
30 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(45'623)	(36'735)	24,2
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(73'382)	(66'137)	11,0
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(2'174)	(1'192)	82,4
Honoraires de la société d'audit	(4'711)	(5'027)	(6,3)
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	(3'929)	(3'988)	(1,5)
dont pour d'autres prestations de service	(782)	(1'039)	(24,7)
Honoraires	(84'044)	(62'859)	33,7
Autres charges d'exploitation	(35'966)	(42'343)	(15,1)
Total	(245'900)	(214'293)	14,7

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(13'436)	(6'591)	103,9

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	5'660	4'912	15,2
Charges extraordinaires	(936)	(13'848)	(93,2)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	45'290	27'027	67,6

En 2020, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations (activités de property management dans notre pôle immobilier en Allemagne) pour CHF 2,1 millions, de plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles pour CHF 1,3 million et de produits étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent notamment des charges fiscales pour CHF 0,7 million.

En 2019, les produits extraordinaires résultent principalement d'un retour de charge fiscale pour CHF 2,2 millions, un remboursement fiscal lié à l'opération de sale and lease-back opérée sur le parc immobilier en 2018 pour CHF 1,4 million et d'un remboursement d'assurance sur litiges pour CHF 0,6 million. Les charges extraordinaires comprennent une charge fiscale (TVA) pour CHF 13,5 millions.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	(331)	(15)	2'106,7
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'185)	(1'940)	64,2
- logiciels acquis séparément ou développés à l'interne	(41'049)	(31'322)	31,1
- mobilier, matériel, équipement	(10'329)	(9'062)	14,0
Valeurs immatérielles	(21'824)	(46'666)	(53,2)
Total	(76'718)	(89'005)	(13,8)

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2020			2019		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	7'073	29'037	36'110	21'221	30'035	51'256
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	6	-	6	18	(2)	16
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	13'308	14'449	27'757	14'504	9'638	24'142
Charges d'intérêts	5'149	(24'626)	(19'477)	4'967	(57'117)	(52'150)
Résultat net des opérations d'intérêts	25'536	18'860	44'396	40'710	(17'446)	23'264
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(17)	(8)	(25)	(108)	7	(101)
Résultat net des opérations d'intérêts	25'519	18'852	44'371	40'602	(17'439)	23'163
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	221'037	603'628	824'665	236'426	470'977	707'403
Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'866	1'287	4'153	2'739	1'002	3'741
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	4'226	64'678	68'904	2'358	40'499	42'857
Charges de commissions	(26'668)	(148'552)	(175'220)	(30'765)	(133'568)	(164'333)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	201'461	521'041	722'502	210'758	378'910	589'668
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	55'563	47'645	103'208	43'606	94'533	138'139
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	7'935	(3'205)	4'730	20'142	2'404	22'546
Produit des participations	3'076	2'085	5'161	8'406	4'752	13'158
<i>dont participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	<i>2'077</i>	<i>786</i>	<i>2'863</i>	<i>3'416</i>	<i>2'551</i>	<i>5'967</i>
<i>dont autres participations non consolidées</i>	<i>999</i>	<i>1'299</i>	<i>2'298</i>	<i>4'990</i>	<i>2'201</i>	<i>7'191</i>
Résultat des immeubles	164	203	367	132	95	227
Autres produits ordinaires	5'855	13'621	19'476	7'330	8'918	16'248
Autres charges ordinaires	(1'530)	(3'913)	(5'443)	(381)	(18'555)	(18'936)
Autres résultats ordinaires	15'500	8'791	24'291	35'629	(2'386)	33'243
Charges de personnel	(186'455)	(305'472)	(491'927)	(208'449)	(230'439)	(438'888)
Autres charges d'exploitation	(81'163)	(164'737)	(245'900)	(89'725)	(124'568)	(214'293)
Charges d'exploitation	(267'618)	(470'209)	(737'827)	(298'174)	(355'007)	(653'181)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(22'437)	(54'281)	(76'718)	(21'808)	(67'197)	(89'005)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(8'694)	(4'742)	(13'436)	(2'467)	(4'124)	(6'591)
Résultat opérationnel	(706)	67'097	66'391	8'146	27'290	35'436
Produits extraordinaires	2'488	3'172	5'660	1'597	3'315	4'912
Charges extraordinaires	(199)	(737)	(936)	(216)	(13'632)	(13'848)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	44'982	308	45'290	24'927	2'100	27'027
Impôts	(32'781)	(27'067)	(59'848)	3'834	(13'440)	(9'606)
Bénéfice consolidé de l'exercice	13'784	42'774	56'557	38'288	5'633	43'921

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2020	2019	Variation %
35 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(61'265)	(33'086)	85,2
Impôts différés	1'417	23'480	(94,0)
Total	(59'848)	(9'606)	523,0
Taux d'imposition moyen	(90,1)%	(27,1)%	(63,0)

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

Lors de l'exercice 2020, certaines procédures juridiques et fiscales se sont clôturées dont l'impact fiscal relatif aux années précédentes a été reflété dans la ligne impôts courants

En 2019, les bases d'impôts différés en Suisse ont été ajustées en raison de l'entrée en vigueur de la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA).

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

Genève

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg**
11, rue de Morat - CP 144 - 1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24
F. +41 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne**
2, avenue Agassiz - 1003 Lausanne
T. +41 21 318 88 88
F. +41 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Lugano

Edmond de Rothschild (Lugano) S.A.
Via Ginevra 2 - CP 5882 - 6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00
F. +41 91 913 45 01
www.edmond-de-rothschild.ch

Agence

Zurich

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 9 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11
F. +41 44 818 81 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Filiales en Suisse

**Edmond de Rothschild REIM
(Suisse) S.A.**
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Filiales et bureaux à l'étranger

Allemagne

**Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH**
Taunusanlage 18 - 60325 Frankfurt
T. +49 69 743 03 88-0

Émirats arabes unis

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office**
Sunset Building, 2nd Floor, office 46,
Jumeirah Road, Jumeirah-3
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +9714 346 53 88
F. +9714 346 53 89

France

Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)

**Edmond de Rothschild REIM
(France) S.A.S.**
35 boulevard des Capucines
75002 Paris
T. +33 1 40 06 00 00

Israël

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20, Rothschild Boulevard
6688123 Tel-Aviv
T. +972 3 713 03 00
F. +972 3 566 66 89
www.edris.co.il

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)

**Edmond de Rothschild
Private Equity S.A.**
11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

**Compagnie Benjamin de Rothschild
Management (Luxembourg) S.A.**
11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Monaco

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47
F. +377 93 25 75 57
www.edmond-de-rothschild.mc

Monaco (suite)

**Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)**
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00
F. +377 97 98 28 01
www.edmond-de-rothschild.mc

**Edmond de Rothschild
Gestion (Monaco)**

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14
F. +377 97 98 22 18
www.edmond-de-rothschild.mc

Royaume-Uni

- ▶ **Edmond de Rothschild (UK)
Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild
Capital Holdings Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild Private
Merchant Banking LLP**

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
www.edmond-de-rothschild.co.uk

**Edmond de Rothschild REIM
(UK) Limited**
18, Savile Row - London W1S 3PW
T. +44 20 3206 7910

Uruguay

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Representación Uruguay**
World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00
F. +598 2 623 24 01

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)

4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1
F. +352 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Filiales

Luxembourg

Edmond de Rothschild

Assurances et Conseils (Europe)

18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild

Asset Management (Luxembourg)

20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32
F. +352 24 88 84 02
www.edram.lu

Société en joint-venture

Japon

Edmond de Rothschild

Nikko Cordial Co., Ltd

1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
T. +81 3 3283-3535
F. +81 3 3283-1611

Succursales à l'étranger

Belgique

Siège de Bruxelles

Edmond de Rothschild (Europe)

Succursale en Belgique

Avenue Louise 480 - Bte 16A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57
F. +32 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers

Edmond de Rothschild (Europe)

Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11
F. +32 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège

Edmond de Rothschild (Europe)

Quai de Rome 56
4000 Liège
T. +32 4 234 95 95
F. +32 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Espagne

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00
F. +34 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Portugal

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal em Portugal

Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60
F. +351 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

Edmond de Rothschild (France)

Siège

France

Edmond de Rothschild (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux

Edmond de Rothschild (France)

Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66
F. +33 5 56 51 66 03

Lille

Edmond de Rothschild (France)

116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00
F. +33 3 28 04 96 20

Lyon

Edmond de Rothschild (France)

27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25
F. +33 4 78 93 59 56

Marseille

Edmond de Rothschild (France)

165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80
F. +33 4 91 29 90 85

Nantes

Edmond de Rothschild (France)

11, rue Lafayette
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00
F. +33 2 53 59 10 09

Strasbourg

Edmond de Rothschild (France)

6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00
F. +33 3 88 35 64 86

Toulouse

Edmond de Rothschild (France)

22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00
F. +33 5 61 73 49 04

Filiales en France

Paris

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France)**

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 42
www.edram.fr

**Edmond de Rothschild
Corporate Finance**

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11
F. +33 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

**Edmond de Rothschild
Private Equity (France)**

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

**Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (France)**

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32
F. +33 1 40 17 89 40
www.edrac.fr

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00
F. +33 1 40 70 08 44

Filiales à l'étranger

Allemagne

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland**

OpernTurm
2-8 Bockenheimer Landstrasse
60306 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200
F. +49 69 244 330 215
www.edram.de

Chine

**Edmond de Rothschild
Asset Management (Hong Kong) Ltd.**

30th Floor, Jardine House
One Connaught Place
Central - Hong Kong

**Edmond de Rothschild
Securities (Hong Kong) Ltd.**

42nd Floor, Central Plaza
18 Harbour Road
Wanchai - Hong Kong

Espagne

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España**

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20
F. +34 91 789 32 29
www.edmond-de-rothschild.es

Italie

**Edmond de Rothschild (France)
Succursale italiana**

Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 418
www.edmond-de-rothschild.com/site/italia

Royaume-Uni

**Edmond de Rothschild
Asset Management (France)**

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
F. +44 20 7845 5901
www.edram.fr